

*Commerce bilatéral*

diminution des pouvoirs de certains offices en matière de négociation ou d'établissement des prix des fruits et légumes. Le professeur Warley nous dit qu'en ce qui concerne l'industrie laitière, qui revêt une grande importance pour le centre du pays ainsi que pour les autres régions, on peut s'attendre à une baisse des prix au Canada, pouvant atteindre de 20 à 40 p. 100 pour les producteurs de lait nature, lorsqu'on s'efforcera d'harmoniser les prix canadiens avec ceux en vigueur dans les états frontaliers américains. Selon lui, nous pouvons nous attendre à une perte correspondante d'investissements dans l'industrie canadienne du lait nature de l'ordre de 1,5 milliard de dollars. Nous pouvons tout simplement déduire la valeur de ces investissements pour la bonne raison qu'elle diminuera d'autant. Il croit que nous pouvons attendre l'abandon du système de gestion de l'offre qui a réussi au Canada à harmoniser l'offre et la demande.

En ce qui concerne le lait industriel, il prétend que nous pouvons nous attendre à une baisse de prix d'au moins 20 p. 100 jusqu'au prix plancher américain, et que nous pouvons nous attendre à une perte de 3,5 milliards de dollars au niveau des investissements dans la transformation du lait. Je n'arrive pas à comprendre comment une perte de plus de 5 milliards de dollars de la valeur des investissements des producteurs laitiers peut être intéressante pour le Canada, comment elle peut créer des emplois ou être le moindre utile à quelque égard que ce soit. Lorsque le professeur Warley a parlé des effets de l'intensification des échanges sur la volaille et la production d'oeufs, il a dit que nous pouvions nous attendre à ce que les prix diminuent d'environ 25 p. 100 au Canada. Il croyait que nous pouvions nous attendre à ce que la valeur des contingents seulement diminue de un milliard de dollars. Quand nous examinons les évaluations faites par les producteurs d'oeufs au Canada, nous constatons que d'après leurs prévisions les plus optimistes, 47,5 p. 100 des producteurs d'oeufs seraient en péril et que l'industrie canadienne perdrait de 1 300 à 1 500 producteurs. Le nombre de producteurs serait réduit des deux tiers ou des trois quarts. L'industrie perdrait une somme supplémentaire de 90 à 100 millions de dollars par an, et de 2 100 à 2 300 emplois.

● (2120)

Pourquoi cela se produirait-il? Cela se produirait parce que le Canada serait censé fixer ses prix au niveau des prix pratiqués outre-frontière. Nous ne perdriions pas cette industrie à cause de ses faiblesses. Les producteurs canadiens d'oeufs sont déjà plus productifs que leurs homologues américains. Ils savent produire 1 p. 100 plus d'oeufs que les Américains. Ils ont un avantage de 2 p. 100 sur les producteurs américains en fait de quantité d'aliment nécessaire pour produire une douzaine d'oeufs. Mais quand tout est dit, la vraie productivité ne sert à rien. Quand tout est dit, les coûts sont les coûts, et si le produit américain arrive au marché à 25 p. 100 moins cher, alors c'est lui qui va dicter le prix au Canada, si nous avons le genre de frontière ouverte et l'accès illimité aux marchés les uns des autres, comme il en est question dans les projets gouvernementaux.

Passons maintenant aux fabricants de vin. Il est parfaitement clair que lorsqu'on lit les journaux américains et ce qu'ils attendent des négociations de libre-échange, ils disent qu'ils doivent avoir accès au marché canadien pour leurs vins et

qu'ils nous bousculeront sur ce marché-là. Ils prendraient en main 6 à 7 millions de dollars de plus de notre industrie des vins, pour ne pas parler des 100 millions de dollars d'autres boissons dans les secteurs de la bière et des eaux gazeuses, s'ils pouvaient obtenir un accès illimité à nos marchés. Vu le peu de temps dont je dispose, je ne parlerai pas du nombre d'emplois qui seraient perdus dans l'agriculture et l'industrie alimentaire canadienne. Qu'il suffise de dire que ces pertes seraient très élevées.

Dans le domaine des céréales, il n'y a pas beaucoup d'échanges entre nos deux pays. Le Canada est un des grands concurrents des États-Unis dans le commerce international de ces produits. Le professeur Warley prévoit que les Américains, et c'est bien ce qui est ressorti de certaines discussions et des documents de principe qu'ils ont présentés, chercheront à rogner les pouvoirs de la Commission canadienne du blé et l'autorité de la Commission canadienne des grains qui fixent les normes de qualité du blé, de l'avoine, de l'orge, des autres grandes cultures céréalières et des oléagineux, ce qui leur permettrait de mieux soutenir notre concurrence. Plutôt que d'élever leur production à notre niveau, ils préféreraient rabaisser la nôtre au leur dans le cadre de ces négociations. Si les Américains pouvaient en faire à leur tête, ils ne nous laisseraient plus garantir la qualité du grain que nous expédions à nos clients étrangers. On indemniserait les clients insatisfaits. Nous serions censés leur emboîter le pas dans un système dont ils usent et abusent quotidiennement. C'est surtout à cause de ce système qu'ils ont perdu des ventes agricoles de quelque 15 milliards de dollars. C'est parce qu'ils n'ont aucun système de garantie de la qualité de leurs produits agricoles.

**M. McDermid:** Si vous croyez que nous allons sacrifier notre système, vous battez la campagne.

**M. Althouse:** J'ai lu l'exposé que le représentant américain a fait sur ce que les États-Unis attendent de ces négociations. Les négociateurs canadiens et les membres du gouvernement ont dit que tout est négociable et qu'ils sont disposés à tout aborder dans les entretiens.

Comme les Américains se voient déjà comme des victimes dans le secteur agricole, qu'ils ont déjà et ont eu par le passé une balance commerciale favorable avec le Canada et qu'ils voient dans le Canada un marché qui leur permettra d'améliorer encore cette balance commerciale, nous sommes tout à fait convaincus, comme le serait tout observateur objectif, qu'ils insisteront encore pour que la question agricole et l'accès à notre marché soient discutés dans les négociations. Ce n'est pas là seulement une opinion personnelle, car M. Warley, de l'Université de Guelph, ne pense pas autrement.

Pour ce qui est du commerce du bétail et de la viande, il est fort possible que le Canada continue d'afficher un solde favorable à l'exportation. Je dois ajouter que ces marchés nous étaient déjà très accessibles avant le début des négociations commerciales. Depuis le début des négociations sur la libéralisation des échanges, nous avons perdu du terrain dans des secteurs où le libre-échange se pratiquait de gré à gré depuis 40 ou 50 ans. Avant le début des pourparlers, près de 80 p. 100 des échanges de biens et services de part et d'autre de la frontière se faisaient sans entrave financière ou autre. Pourtant, deux ans après le sommet qui a servi de point de départ aux pourparlers, grâce aux mesures prises à l'égard des porcs sur